

Rapport du Président

Séance Publique du
vendredi 21 juin 2013

Service instructeur
Service Administratif de l'Assemblée

12^{ème} **Commission** - N° CG-2013-3-12-2

Service consulté

COMMUNICATION
RAPPORT D'ACTIVITES 2012

Résumé : Le rapport annuel d'activités des services présente l'ensemble des moyens déployés et des réalisations assurées par grands domaines d'intervention du Conseil Général du Haut-Rhin.

L'article L.3121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales stipule que, chaque année, le Président rend compte, au Conseil Général, par un rapport spécifique, de l'activité des services départementaux.

A l'instar des précédentes, cette édition 2012 illustre la diversité et la pertinence des missions de la Collectivité au service de la population Haut-Rhinoise.

La version numérique et in extenso du rapport présente une analyse plus détaillée et chiffrée des interventions du Conseil Général dans ses domaines de compétence. Elle est disponible sur son site internet : www.cg68.fr

Je vous prie de bien vouloir me donner acte de cette communication.



Charles BUTTNER



**RAPPORT
D'ACTIVITÉS
2012**

**Proximités
et Solidarités**



**Conseil Général
Haut-Rhin**

Sommaire

- p. **3** ● Enfance Santé Insertion
- p. **3** ● Développement Social des Territoires
- p. **3** ● Service des Études et Appuis de la Solidarité
- p. **4** ● Autonomie
- p. **4** ● Habitat et Solidarités Territoriales
- p. **4** ● Maison des Adolescents du Haut-Rhin
- p. **5** ● Documentation
- p. **5** ● Affaires Juridiques
- p. **5** ● Commande Publique
- p. **5** ● Fonctionnement de l'Assemblée
- p. **5** ● Finances
- p. **6** ● Action Territorialisée
- p. **6** ● Routes et Transports
- p. **7** ● Développement Économique, Enseignement Supérieur et Tourisme
- p. **7** ● Culture et Patrimoine
- p. **8** ● Grands Équipements
- p. **8** ● Prospective et Aménagement
- p. **8** ● Aménagement de la Montagne
- p. **9** ● Éducation, Jeunesse, Sport, Langue et Culture Régionales
- p. **10** ● Environnement et Cadre de Vie
- p. **13** ● Architecture
- p. **13** ● Patrimoine et Droit des Sols
- p. **13** ● Moyens Généraux
- p. **14** ● Système d'Information
- p. **15** ● Communication Externe
- p. **16** ● Action Internationale, Transfrontalière et Européenne
- p. **16** ● Qualité
- p. **17** ● Contrôle de Gestion
- p. **17** ● Ressources Humaines et Communication Interne

Proximités et Solidarités



Édito

Nous avons la chance de travailler au service d'un département magnifique, aux richesses patrimoniales, culturelles, environnementales, sociales et entrepreneuriales multiples. La Haute-Alsace s'ouvre plus que jamais sur un espace trinational unique en Europe, aux potentiels économiques d'excellence.

C'est dans ce territoire si particulier, et auquel chacun de nous est tant attaché, que les conseillers généraux et les agents départementaux travaillent main dans la main et accomplissent leurs missions au plus près du terrain et des besoins de nos concitoyens.

Grâce à cette proximité et aux solidarités sans cesse renforcées, les élus et les services s'attachent à assurer le meilleur service aux Haut-Rhinoises et aux Haut-Rhinois dans un contexte budgétaire que nous savons tous contraint.

Ce rapport d'activités de l'année 2012, particulièrement dense et fructueuse, en est le meilleur témoignage. Il est le fruit de l'engagement, auprès des élus du Conseil Général, de chacun des agents de la collectivité pour l'avenir de notre département.

Il démontre notre mobilisation commune de tous les instants dans la proximité et l'accompagnement des Haut-Rhinoises et des Haut-Rhinois dans leur quotidien, à tous les âges de la vie dans les grands domaines d'interventions prioritaires que sont : la solidarité, l'emploi, l'aménagement du territoire, l'éducation et la culture, l'enseignement des langues, le logement, la mobilité, l'environnement et les grandes infrastructures.

Je remercie, à cette occasion, tous ceux qui ont contribué à la mise en œuvre des politiques du Département.

Charles BUTTNER
Président du Conseil Général

Des actions au service de la population et des territoires



Solidarité et Ressources

■ Enfance Santé Insertion

Aide Sociale à l'Enfance

L'acte politique majeur a trait à l'adoption, par les élus, du schéma départemental de protection de l'enfance pour la période 2012-2016, avec une traduction opérationnelle quasi simultanée pour certaines de ses préconisations emblématiques concernant le pilotage du dispositif et la gestion des situations de mineurs confiés : il s'agit de passer d'une logique de dispositifs à une logique de parcours.

Cité de l'Enfance

La Cité de l'enfance, maison d'enfants à caractère social gérée par le Conseil Général, a été audité par celui-ci et la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ).

Protection Maternelle et Infantile, Promotion de la Santé

2012 a été une année de concrétisation : en matière de modes d'accueil innovants d'enfants de moins de 6 ans, avec la création de deux maisons d'assistantes maternelles et cinq micro crèches, dans le domaine de la santé également avec l'ouverture de la maison de santé de Fréland. La compétence en matière de lutte contre la tuberculose et les infections sexuellement transmissibles s'est poursuivie, ainsi que le dépistage organisé des cancers.

Insertion et Développement Local

2012 a vu la conclusion de la mission d'information et d'évaluation du rSa et de ses 30 préconisations qui vont faire l'objet, en 2013, d'un suivi de l'Assemblée départementale. L'expérimentation des CUI 7 heures hebdomadaires a été conduite.

En matière de prévention spécialisée, le regroupement au sein de deux associations est désormais effectif et le nouveau cahier des charges concernant les attendus du Conseil Général a été validé.

■ Développement Social des Territoires

La Direction Développement Social des Territoires (DDST) a poursuivi la dynamique enclenchée, dans le cadre du développement social local, notamment à travers les formations et recherches engagées. Par ailleurs, au 2^e semestre 2012, la DDST a étudié le service d'action sociale de proximité rendu aux habitants pour maintenir l'offre de service public. Les travaux ont concerné la rationalisation du travail social avec les contraintes humaines et financières.

■ Service des Études et Appuis de la Solidarité

Les travaux de l'Observatoire Haut-Rhinois de l'Action Sociale (OHRAS) en 2012 ont en particulier abouti à :

- la mise à jour des supports pour la transmission des rapports d'activité des établissements hébergeant des personnes âgées et handicapées ainsi que la réalisation de synthèses départementales.
- la mise à disposition d'une nouvelle base de données, pour améliorer la connaissance du contexte territorial haut-rhinois et de ses évolutions récentes : le Tableau de Bord Social, présentant une centaine d'indicateurs synthétiques.

- la participation à l'élaboration du nouveau Schéma Gérontologique (2012-2016) et le démarrage des travaux pour la définition des modalités de suivi et d'évaluation.

La Mission de coordination budgétaire s'est attachée à fiabiliser les indicateurs et statistiques permettant des comparaisons nationales et a poursuivi sa mission de soutien au suivi de dossiers transversaux complexes nécessitant une expertise financière.

Autonomie

Personnes Âgées

9 836 personnes âgées ont été aidées par les pôles gérontologiques au travers de 24 636 contacts, dont 10 781 visites à domicile. La procédure de traitement de la demande d'Allocation Personnalisée d'Autonomie a été révisée pour rationaliser les circuits et les moyens alloués ; 2 483 nouvelles demandes ont été instruites. En 2012, l'extension du territoire de la MAIA de la Région Mulhousienne sur 38 nouvelles communes a permis une forte augmentation des prises en charge avec une file active de 239 personnes. La création de la MAIA Trois Pays Sundgau en octobre 2012 a généré 22 orientations en gestion de cas.

Le Conseil Général a apporté son soutien financier à des opérations de construction, de réhabilitation et d'extension pour un montant total de 8,7 M€. Trois nouveaux EHPAD ont ouvert leurs portes à SEPOIS-LE-BAS, WALDIGHOFFEN et KEMBS et 4 opérations d'extension ont été réalisées, soit une capacité supplémentaire de 260 lits. Le Schéma Départemental Gérontologique 2012-2016 retient 4 priorités : faciliter le parcours de vie de la personne âgée, soutenir les aidants, assurer la jonction entre politique de l'habitat et politique médico-sociale, favoriser le déploiement des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication.

Personnes en Situation de Handicap

Le Conseil Général finance, avec l'État, la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) qui a accueilli 15 600 personnes, traité 39 125 demandes et répondu à 67 626 sollicitations téléphoniques. Le montant des subventions d'investissement versées en 2012 s'est élevé à 639 555 €.

Présente dans les territoires grâce à 7 Services d'Accompagnement à la Vie Sociale pour accueillir, informer et accompagner les personnes handicapées, la MDPH reste proche et accessible pour la population et les partenaires. La modernisation de l'outil de production est achevée et permet de traiter l'aspect quantitatif d'une demande croissante tout en visant une meilleure connaissance du public pour mieux prendre en charge les projets de vie individuels des personnes handicapées.

- 49 nouvelles places d'accueil ont été créées (extension de 26 places en Foyer d'Accueil Spécialisé – FAS et création de 23 places de Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés – SAMSAH).

Le soutien à domicile s'est adressé à :

- 1 618 adultes et 137 enfants bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) ;
- 159 personnes bénéficiaires d'une aide complémentaire du Fonds Départemental de Compensation du Handicap pour un montant global de 235 000 € ;
- 1 045 personnes bénéficiaires de l'Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP) ;
- 568 personnes aidées pour effectuer le ménage et les courses ou pour une aide au repas.

Habitat et Solidarités Territoriales

En 2012, le Département a poursuivi son action en faveur de l'habitat et du logement en accordant une priorité aux aspects sociaux promotion de l'offre la plus sociale, lutte contre la précarité énergétique dans un objectif de baisse des charges locatives, lutte contre l'habitat indigne. Il a également soutenu l'accès à la propriété pour les ménages modestes dans le parc privé ancien, comblant ainsi le retrait des dispositifs d'aides nationaux de ce segment de marché.

En 2012, le Département du Haut-Rhin a repris la délégation des aides à la pierre pour la période 2012-2017, confirmant ainsi sa volonté de faire de l'habitat une des priorités de son action politique, qui se traduit par un budget de 9,7 M€ réparti entre 6,8 M€ pour l'investissement (dont 4,4 M€ de fonds propres) et 2,9 M€ en fonctionnement.

Maison des Adolescents du Haut-Rhin (MDA68)



Portée par le Conseil Général du Haut-Rhin et le Centre Hospitalier de Rouffach, la Maison des Adolescents du Haut-Rhin (MDA68), avec une équipe de 20 professionnels, est un lieu d'écoute, d'orientation et de soins à l'attention des jeunes de 12 à 25 ans en difficulté et de leurs familles. Elle s'adresse aussi aux professionnels œuvrant dans le champ de l'adolescence. L'année 2012 a été marquée par une augmentation de 18 % des prises en charge des jeunes et de leur entourage.

chiffres
CLÉS

1324 jeunes accompagnés, soit 18 % d'augmentation ;

1000 parents ont été vus en entretien, seuls ou aux côtés de leurs enfants ;

300 professionnels ont bénéficié des prestations d'information et de formation réalisées par la MDA68 ;

4 280 entretiens et consultations ont été réalisés par l'ensemble de l'équipe, soit 10 % d'augmentation.

Documentation

Un fonds thématique en accès libre :

1 400 ouvrages et des périodiques spécialisés de portée régionale ou nationale.

Des missions et des activités documentaires au service des agents et des élus : Collecte, traitement, conservation et diffusion des informations, réalisation de produits documentaires, veille documentaire, aide à la recherche, gestion des achats documentaires.

Affaires Juridiques

En 2012, la Direction a conseillé les services départementaux, concernant en particulier : la restructuration de la Maison d'Alsace à Paris (gestion, travaux), les réclamations dans les marchés de travaux, le suivi des délégations de service public, la fin du projet Bioscope, l'élaboration du schéma d'accessibilité des transports, la gestion du domaine public routier (entretien en agglomération, assementation des agents, dommages). Elle a rédigé des guides de procédures sur l'admission en soins psychiatriques à la demande d'un tiers, la gestion des dommages causés par les mineurs de l'ASE. Des formations sur le régime des délibérations ont été assurées et la formation « Patrouille sur les routes départementales » s'est poursuivie. La Direction des Affaires Juridiques a enfin contribué à la réflexion sur la Collectivité Territoriale d'Alsace (institutions, compétences).

Commande Publique

La Direction de la commande publique, intervenant pour toute opération ou achat supérieur à 45 000 € HT, a passé 288 marchés durant l'année 2012, détaillés ci-dessous.

| Direction | Nombre de marchés(*) |
|-------------------------------|----------------------|
| Architecture | 81 |
| Routes et Transports | 110 |
| Autres directions et services | 97 |
| Total | 288 |

(*) un lot est considéré comme un marché

Fonctionnement de l'Assemblée

L'Assemblée départementale a consacré une partie importante de ses travaux au projet de réforme des institutions alsaciennes. Le service administratif de l'Assemblée a assuré la préparation et le suivi des réunions publiques du Conseil Général et des séances de sa Commission Permanente.



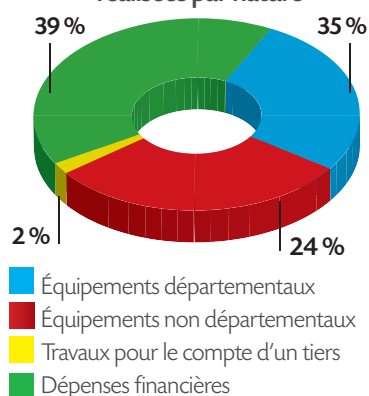
- 7 séances plénières ;
- 13 réunions de la Commission Permanente ;
- 854 rapports adoptés par l'Assemblée ;
- 62 réunions des commissions thématiques du Conseil Général.

Finances

Le budget 2012 du Conseil Général s'est exécuté comme suit :

| Dépenses | Réalisées (en millions d'euros) |
|----------------------------|---------------------------------|
| Dépenses d'investissement | 213,8 |
| Dépenses de fonctionnement | 565,8 |
| Totaux | 779,6 |

Répartition des dépenses d'investissement réalisées par nature



Répartition des dépenses de fonctionnement réalisées par nature

- 11,41% Charges à caractère général
- 16,91% Charges de personnel et frais assimilés
- 45,41% Autres charges de gestion courante
- 0,05% Frais de fonctionnement des groupes élus
- 0,02% RMI
- 9,05% APA
- 14,31% RSA
- 2,62% Charges financières
- 0,20% Charges exceptionnelles

Solde de la section d'investissement : - 37,5 M€
Solde de la section de fonctionnement : 90,9 M€

Résultat cumulé constaté à la clôture de l'exercice 2012 : 53,4 M€

| Recettes | Réalisées (en millions d'euros) |
|----------------------------|---------------------------------|
| Recettes d'investissement | 125,1 |
| Recettes de fonctionnement | 662,3 |
| Totaux | 787,4 |



RD 83 carrefour nouveau monde

Éducation, Culture, Développement et Aménagement des Territoires et des Infrastructures

■ Action Territorialisée

En 2012, sous l'impulsion des Conseillers Généraux, accompagnés par les Animateurs-Coordonnateurs, les Contrats de Territoire de Vie sont désormais parfaitement compris et utilisés, par les partenaires comme par les services.

Parallèlement, la baisse du nombre de dossiers relevant de l'ancien guide des aides s'est poursuivie, permettant une rationalisation des tâches et une réorganisation interne. Les activités du Réseau des Acteurs des Territoires de Vie se sont enrichies avec, en sus des réunions traditionnelles d'échange et d'information, la préparation d'un « Qui fait quoi ? » dans les Territoires de Vie. Au niveau du Contrat de Projets Etat-Région qui arrivera à son terme fin 2013, deux démarches d'évaluation ont été suivies par la DAT. Le progiciel Progos est entré dans sa dixième année d'exploitation et s'ouvre, en 2013, un vaste chantier de modernisation des usages de cet outil afin de les adapter aux nouveaux besoins de la collectivité en termes de pilotage et de territorialisation.

Routes et Transports

Les actions engagées en 2012 ont conduit à une dépense globale de 75,80 M€.

Routes

Les dépenses dans le domaine de la route ont été de 44 M€ dont 63 % consacrés à l'exploitation et l'entretien des routes départementales. Des nouvelles politiques de sécurité ont été instaurées (extinction de l'éclairage public hors agglomération, implantation de supports de signalisation fragilisés). Les opérations d'aménagement du réseau structurant se sont poursuivies : travaux de la déviation d'ASPACH, de RETZWILLER et de liaison de ROUFFACH. 7,2 km de pistes cyclables supplémentaires ont été mises en service.

Le Département a également participé à hauteur de 4,58 M€ en aides à l'État et aux communes ou aux structures intercommunales pour leurs propres investissements dans les infrastructures routières.



Transports départementaux réguliers et scolaires

Le Département organise et finance les transports réguliers routiers interurbains du Haut-Rhin (réseau de 46 lignes régulières publiques et 400 circuits spéciaux de transports scolaires). 33 455 élèves ont bénéficié d'une aide du Conseil Général pour les transports scolaires interurbains. En 2012, le Schéma Directeur d'Accessibilité des Transports Départementaux a été adopté (au 1^{er} septembre, 17 lignes Haute-Alsace sont accessibles). Un contrat thématique transport (transports à la demande, navettes régulières, etc.) a été signé avec 17 Communautés de Communes (2/3 des Communautés hors agglomération).

Les dépenses relevant des Transports Scolaires ont été de 31,2 M€.

■ Développement Économique, Enseignement Supérieur et Tourisme

Économie

En 2012, malgré un contexte économique difficile, le Conseil Général s'est attaché à créer un environnement favorable à l'accueil et au développement d'activités économiques diversifiées. Il a continué à soutenir et accompagner les projets sources de maintien et de création d'emplois durables contribuant ainsi au développement économique et au dynamisme du département du Haut-Rhin dans l'espace trinational. L'accent a été mis plus particulièrement sur le soutien aux projets collaboratifs et innovants pour favoriser l'émergence de nouvelles filières qui s'appuient sur les atouts locaux afin de renforcer la compétitivité des entreprises et l'attractivité des territoires.

Les projets structurants 2012 s'articulent autour de la dynamique engagée en vue d'accroître la compétitivité et l'attractivité du département notamment avec une politique foncière et immobilière dynamique, le soutien à des actions collectives favorisant la lisibilité des dispositifs de la création/reprise d'entreprises, la promotion des pratiques linguistiques dans les entreprises ou encore le développement de nouveaux partenariats pour renforcer le travail collaboratif entrepris dans le cadre du tableau de bord de conjoncture économique partenarial.

Par ailleurs, la démarche engagée avec la Région Alsace et le Département du Bas-Rhin en vue de la création d'une agence de développement économique unique en Alsace a été marquée par une nouvelle étape avec une mission confiée à des cabinets d'expertise comptable chargés d'établir un état des lieux des associations concernées (CAHR-AI-ADIRA). Ensuite le processus de rapprochement et de regroupement sera engagé en 2013.

Enseignement Supérieur et Recherche

En 2012, le Conseil Général a poursuivi sa politique de soutien en faveur de l'Université de Haute-Alsace, participé aux programmes de recherche des Centres Régionaux d'Innovation et de Transfert de Technologie et accompagné les programmes de recherche de l'Institut de Recherche en Hématologie et Transplantation de MULHOUSE, de l'Institut Franco-Allemand de Recherches de Saint-Louis (ISL) et du réseau trinational en neurosciences NEUREX pour valoriser la recherche, dynamiser l'innovation et stimuler les projets collaboratifs dans une perspective de création d'emplois.

Tourisme

Le Département a poursuivi un soutien fort au secteur du tourisme par des politiques en faveur des hébergements, de la restauration, de différents investissements touristiques, des organismes et des manifestations de nature touristique. C'est également un axe prépondérant des différents Contrats de Territoire de Vie qui mettent en avant les retombées économiques issues de la filière tourisme.

■ Culture et Patrimoine



Développement Culturel

En 2012, un crédit de 5 206 000 € a été mobilisé en faveur du développement culturel. Le Conseil Général a accompagné la vie associative et l'animation des territoires, encouragé la création et la diffusion culturelle, favorisé le développement de la pratique artistique au travers du Schéma Départemental des Enseignements Artistiques (SDEA). Outils de l'action publique départementale, le CDMC et les Dominicains ont fortement contribué à la mise en œuvre de ces objectifs.

De nombreux engagements contractuels du Département en faveur d'acteurs culturels ont été évalués par le service du Développement Culturel et la Mission Contrôle de Gestion et Organisation. Le soutien aux projets d'investissements structurants intégrés aux Contrats de Territoire de Vie a été poursuivi et amplifié.

Patrimoine et Conservation

Le Conseil Général du Haut-Rhin a consacré un budget global de 6,08 M€ pour sa politique en faveur du patrimoine et de la conservation dont les principales actions ont porté sur :

- le soutien en faveur des structures gérant des propriétés départementales (Hohlandsbourg, Parc de Wesserling) ou prenant en charge des actions fortement encouragées par notre collectivité (Pôle d'Archéologie Interdépartemental Rhénan, Centre Départemental d'Histoire des Familles, etc.) ;
- la poursuite des engagements contractuels ou statutaires pris à l'égard des nombreux partenaires associatifs et institutionnels comme l'Écomusée d'Alsace, la Cité de l'Automobile ou encore le Mémorial d'Alsace-Moselle ;
- la prise en compte de projets structurants retenus au titre des Contrats de Territoire de Vie ;
- 20 dossiers au titre des Monuments historiques classés et inscrits ;
- 4 dossiers au titre des musées départementaux.

Médiathèque Départementale

Un budget de 825 000 € a été consacré en 2012 à la Médiathèque Départementale, qui met en œuvre l'une des compétences obligatoires du Département, le développement de la lecture publique. 432 790 documents ont été prêtés au public de 264 communes et aux 80 bibliothèques du réseau départemental à travers 585 tournées des médiabus.

47 jours ont été consacrés à l'ingénierie au service des communes pour le fonctionnement de leurs bibliothèques et 335 animateurs de bibliothèques ont été formés. L'animation culturelle en réseau a réuni 40 bibliothèques et l'accès à des ressources en ligne attire un nouveau public.

Archives Départementales

L'informatisation du service, élément essentiel de son évolution, a nécessité dans sa phase préparatoire le récolement des collections, doublé d'une opération de vérification des cotes en vue de la reprise automatique des données. L'acquisition d'un nouvel équipement de numérisation a été rendue nécessaire par le besoin toujours plus important de documents numérisés. Le service est engagé dans deux opérations transfrontalières : la participation à la préparation, avec les Archives du Bade-Wurtemberg, d'une exposition sur la vie quotidienne pendant la 1^{ère} Guerre mondiale et le projet d'un portail archivistique des sources du Rhin supérieur.

Grands Équipements

Mise en service le 11 décembre 2011, la 1^{ère} phase de la LGV Rhin-Rhône, qui relie Villers-les-Pots à Petit-Croix, a transporté 9 millions de voyageurs. La collectivité soutient activement le lancement de la 2^{nde} phase qui doit relier Lutterbach à Petit-Croix dans le Territoire de Belfort, et Genlis à Villers-les-Pots près de Dijon. Le Conseil Général participe aussi au financement de la 2^{nde} phase de la LGV Est Européenne à hauteur de 20,53 M€ sur un coût global estimé à près de 2 Mds €. Les travaux de la seconde phase, débutés en 2011, se poursuivront jusqu'en 2017. Une procédure de concertation sur le projet du raccordement ferré de l'EuroAirport a débuté en 2012. La prochaine étape sera le lancement des études APS prévu le 2^e semestre 2013 avec un lancement des travaux souhaité en 2015.

Prospective et Aménagement

En 2012, le Département a participé à 40 réunions de travail en mairies ou avec les syndicats mixtes en charge des SCOT pour les accompagner dans l'élaboration de leurs procédures d'urbanisme. Sollicitée pour avis sur 22 procédures d'urbanisme, la collectivité a versé 45 000 € de subventions au titre de l'aide aux études d'urbanisme. La convention relative au projet d'aménagement Dreiland a été signée dans le secteur de Huningue-Bâle-Weil-am-Rhein. Une procédure de concession d'aménagement sur le site du Technoport a été lancée.

Aménagement de la Montagne



Aménagement des stations de loisirs de Montagne été-hiver

Le Département a consacré 2 800 730 € aux travaux d'aménagement, d'un montant total de 7,3 M€, qui concernent la modernisation des sites de loisirs de montagne parmi lesquels la restructuration du bâtiment d'accueil "le Panoramic" au Schnepfenried, la première tranche opérationnelle d'aménagement du Markstein d'un montant de travaux de 3 493 834 €, pour laquelle le Département a voté une enveloppe de 1 063 082 €. Des aménagements pour les loisirs d'été au Lac Blanc complètent le programme 2012. Un important travail de réflexion et de concertation a été engagé pour redéfinir les priorités du Schéma Interrégional de Massif 2014-2020 et son outil opérationnel, la Convention Interrégionale.

■ Éducation, Jeunesse, Sport, Langue et Culture Régionales

Le Département finance les dépenses d'investissement et de fonctionnement des collèges publics ainsi que celles, dans les limites fixées par la loi, des collèges privés sous contrat d'association avec l'État. Le Conseil Général mène aussi des actions en faveur de la vie scolaire et de la jeunesse. La politique sportive du Conseil Général concerne trois grands domaines : le soutien aux investissements sportifs et socioculturels des communes et des associations, l'animation sportive et socio-éducative et le fonctionnement du Centre Sportif Régional d'Alsace à MULHOUSE.

La langue régionale fait l'objet d'une politique particulièrement volontariste, pour des raisons économiques autant que culturelles.



- 57 collèges publics et 12 collèges privés sous contrat d'association avec l'État ;
- 37 158 élèves dans les collèges publics et privés ;
- 15 M€ de subventions pour le fonctionnement des collèges publics et privés ;
- 550 agents TOS mis à la disposition des collèges publics ;
- 500 000 € pour les équipements informatiques mis à la disposition des collèges publics ;
- 600 000 € d'aides à la vie scolaire ;
- 22 M€ de travaux dans les collèges publics, notamment pour la reconstruction du collège Bel Air à MULHOUSE ;
- 1 M€ de subventions pour les investissements scolaires communaux ;
- 500 000 € pour les actions en faveur des jeunes (hors champ social) ;
- 6,1 M€ pour le sport ;
- 1,7 M€ pour le développement de la langue régionale.





Le Markstein

Environnement et Moyens Techniques

■ Environnement et Cadre de Vie

Malgré la période budgétaire difficile, le Département a maintenu son effort financier et son ingénierie pour conseiller les collectivités dans le domaine de l'Environnement et du Cadre de Vie, domaine où il a investi près de 16 M€.

Eau, Épuration, Équipements Ruraux

Préserver nos ressources en eau

L'année 2012 a clôturé le 5^{ème} contrat de partenariat avec l'Agence de l'Eau, avant la mise en œuvre de son X^{ème} Programme marqué par de nouvelles orientations. Cinq nouveaux contrats pluriannuels d'assainissement ont été signés avec l'Agence de l'Eau et les Collectivités concernées pour un montant global de subventions départementales de 3,35 M€, dont 2,05 M€ sur le fonds de Solidarité Urbain-Rural.

De nouveaux chantiers de station d'épuration ont débuté à PULVERSHEIM (mise aux normes – reconstruction), à MAGNY et STERNENBERG (rhizosphères). Le service d'Assistance Technique aux Exploitants de Stations d'Épuration a ainsi suivi 78 unités d'épuration, dont 37 plus particulièrement, par le biais de conventions avec les collectivités.

Au total, 111 opérations ont été soutenues en matière d'eau et d'assainissement pour un montant global de subventions d'environ 6 184 000 €, dont 2 382 000 € de crédits provenant du fonds de « Solidarité Urbain-Rural » géré par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse.

Aménagement des Rivières

Aménager nos rivières dans le respect de leur écosystème

Le Département gère, en sa qualité de maître d'ouvrage délégué et pour le compte de 15 syndicats mixtes fluviaux et 17 structures intercommunales, la plupart des cours d'eau haut-rhinois, soit près de 1 000 km de linéaire, ainsi que l'aménagement de bassins de rétention des crues et coulées de boue. Le Service Aménagement des Rivières assure également au quotidien le suivi technique des syndicats qui regroupent plus de 250 communes. Ce service contribue également à la démarche GERPLAN (Plan de Gestion de l'Espace Rural et Périurbain), mise en place par le Département pour les Communautés de Communes, en réalisant pour leur compte une étude hydraulique complète de leur territoire. 4 communautés de communes, regroupant 54 communes, ont bénéficié de ce service en 2012.

Le Département contribue également au bon état écologique des cours d'eau par le biais d'études et de travaux. Les vallées de la Doller, de la Lauch, de la Fecht et de la Weiss ont fait l'objet d'un état des lieux détaillé et de propositions d'actions concrètes en 2012. 4,5 M€ de travaux ont été programmés sur les rivières haut-rhinoises dans le cadre du programme d'aménagement des rivières, permettant ainsi une prise en compte globale des cours d'eau. Plus de 150 chantiers d'aménagement de rivières ont été menés au courant de l'année 2012.

L'entretien régulier du réseau hydrographique du Haut-Rhin et du Canal du Rhône au Rhin déclassé est réalisé, en partie, avec les moyens du Parc d'Intervention en Matériel. Cette unité opérationnelle a consacré un travail de 7 400 heures en 2012 réparti sur plus de 140 chantiers différents. Le Conseil Général contribue également aux budgets des syndicats mixtes fluviaux à hauteur de 500 000 € par an.

FAIT MARQUANT

En 2012, le Département et le Syndicat Mixte de la Lauch Supérieure ont mis en oeuvre sur la Lauch un prototype de centrale hydroélectrique à Vis d'Archimède. D'une puissance de 35 kW, cette turbine est respectueuse de l'environnement, permettant de produire plus de 120 MWh d'électricité propre chaque année.

Lacs et Barrages



Restituer avec précaution les ressources en eau grâce aux lacs et barrages

Les 10 barrages départementaux situés dans le massif vosgien ont contribué au soutien d'étiage des cours d'eau qui irriguent les vallées de la Doller, de la Thur, de la Lauch et de la Fecht, au bénéfice des milieux aquatiques, de la population et d'industriels.

- 52 000 000 m³ d'eau ont été restitués aux rivières durant l'année, soit 56 % de plus qu'en 2011, grâce à une pluviométrie annuelle nettement supérieure à la normale.

Service Environnement et Agriculture



Protéger les milieux naturels et développer le partenariat associatif

Le Service de l'Environnement et de l'Agriculture a conseillé et délivré des expertises en matière de prise en compte de l'environnement dans divers projets départementaux ainsi que communaux ou intercommunaux. Il a assuré la gestion de 1200 ha de propriétés départementales « nature » ainsi que le pilotage technique de diverses opérations de génie écologique sur le patrimoine naturel.

D'importants travaux ont été réalisés en forêt; des sites accueillant du public ont été sécurisés. En matière de valorisation du patrimoine arboré, près de 4 000 arbres et arbustes ont été plantés avec les communes et les syndicats de rivières. L'appui aux associations de protection de la nature, à la Brigade Verte et au Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges a également été maintenu à hauteur de 2 M€.

Éduquer et sensibiliser à l'environnement

Cette politique, volontariste, permet de soutenir l'activité de plus de 20 structures dont 5 Centres d'Initiation à la Nature et à l'Environnement (CINE) et 2 fermes pédagogiques. Plus de 80 000 journées d'animation ont été réalisées en 2012, notamment avec le public scolaire. Le Département a consacré près d'1 M€ au fonctionnement de ces associations.

Insertion des lignes électriques et téléphoniques dans les paysages

13 communes haut-rhinoises ont bénéficié de l'attribution d'une aide à hauteur de 200 000 € pour la mise en souterrain de leurs réseaux secs aériens.

Gérer durablement l'espace rural

Le Département soutient les structures intercommunales qui souhaitent assurer une gestion durable du patrimoine naturel et la diversité des territoires. Le GERPLAN a donc été créé à cet effet : du diagnostic à la mise en œuvre opérationnelle, le Conseil Général accompagne financièrement et techniquement les maîtres d'ouvrage et apporte ainsi aux territoires une réelle mise en cohérence des différentes actions en matière de nature et d'agriculture. 28 structures intercommunales, soit 357 communes sur 377, se sont lancées dans la démarche GERPLAN qui représente le socle du partenariat de terrain établi entre la collectivité départementale et les territoires.

Cette politique s'est accompagnée de 1,5 M€ de crédits assurant le cofinancement des contrats agri-environnementaux pour une agriculture plus respectueuse de l'environnement, avec plus de 60 actions concrètes sur le terrain. Au total, ce sont plus de 600 actions qui ont été mises en œuvre et soutenues financièrement par le Département.

FAITS MARQUANTS

Après avoir été certifié FSC, pour la gestion écologique de ses massifs forestiers, le Département a adhéré au réseau PRO-SILVA et a bénéficié de crédits Natura 2000 pour des travaux en faveur de la biodiversité.

Service de l'Énergie et du Recyclage



Promouvoir la valorisation des déchets

Le Conseil Général du Haut-Rhin est compétent pour l'élaboration du Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux. Depuis la loi Grenelle 2, s'est ajouté le Plan des Déchets du Bâtiment et des Travaux Publics.

En 2012, la diminution des ordures ménagères résiduelles (OMr) s'est poursuivie dans les secteurs ayant mis en place la collecte des biodéchets et/ou ayant introduit une redevance incitative, c'est-à-dire proportionnelle au poids ou au volume de la poubelle.

La mise en place de la collecte de biodéchets fait suite à l'appel à projets pilote lancé par le Département et concerne désormais 136 000 Haut-Rhinois qui ont collecté dans la poubelle dédiée aux biodéchets jusqu'à 70 kg/habitant/an. Parmi la dizaine de collectivités qui ont mis en place ces nouvelles modalités de gestion des déchets, les ordures ménagères résiduelles ont été divisées par deux, soit 120 kg/habitant/an contre 240 kg/habitant/an en moyenne départementale.

Contribuer à la protection du climat par la maîtrise de l'énergie

Dans le cadre de la coopération transfrontalière franco-germano-suisse, le Conseil Général a engagé deux programmes relatifs à la maîtrise de l'énergie : le « Potentiel géologique profond du fossé rhénan supérieur » et le « Réseau trinational sur l'énergie dans la région métropolitaine du Rhin supérieur – Performance énergétique des bâtiments ».

Laboratoire Vétérinaire Départemental

Assurer la veille sanitaire

Le Laboratoire Vétérinaire Départemental (LVD), accrédité Cofrac, assure la veille sanitaire tant sur les animaux d'élevage que sur la faune sauvage, ainsi qu'un suivi de la contamination radiologique de l'environnement.

Les diagnostics effectués sur 40 espèces animales (de l'abeille au cheval) ont mis en œuvre 155 autopsies, 25 prélèvements pour recherche de rage (tous négatifs), environ 700 analyses bactériologiques, 1700 examens parasitologiques, 17 700 paramètres en sérologie et 1800 analyses de biologie moléculaire.

FAITS MARQUANTS

Avec 5 autres Départements, le Haut-Rhin participe depuis l'automne 2012 à un réseau pilote européen d'étude des causes de mortalité des abeilles. Le LVD a été retenu pour les recherches de germes pathogènes des abeilles pour le Haut-Rhin et le Finistère, avec le développement de nouvelles techniques notamment en biologie moléculaire ;

Fin 2012, la France a récupéré son statut indemne de fièvre catarrhale ovine.



■ Architecture

En matière de collèges publics, 2012 fut notamment marquée par la reconstruction du collège Bel Air à MULHOUSE ainsi que par des restructurations d'établissements, dont le collège Jean Macé à MULHOUSE, celles concernant les collèges d'ORBEY, d'HIRSINGUE, de KINGERSHEIM, d'ENSISHEIM et de DANNEMARIE se sont poursuivies pour un montant total de 22,5 M€. Le niveau des prestations et de fonctionnalité demeure particulièrement satisfaisant dans les établissements, les contrôles de sécurité restant une priorité.

De nombreux travaux ont généré 13,4 M€ de dépenses : Maison de l'Alsace à PARIS, Centres routiers (mise aux normes des stations de carburant), réhabilitation et extension de la Maison Éclésiastique d'HIRTZFELDEN, valorisation du Carreau Rodolphe à UNGERSHEIM, Antennes territoriales (MUNSTER, ENSISHEIM, MASEVAUX).

Des études préalables ont principalement concerné les futurs travaux de la Médiathèque d'ALTKIRCH, des centres routiers de BARTENHEIM et VIEUX-FERRETTE, la requalification du site Seijo à KIENTZHEIM ainsi que différents Centres médico-sociaux. Par ailleurs, la Direction de l'Architecture a poursuivi son activité d'expertise technique dans le domaine du bâtiment pour le SDIS et les services du Conseil Général (social, culturel).



Restructuration et extension du collège G. Martelot à ORBEY



Locaux loués pour les ateliers départementaux, rue du prunier à COLMAR

■ Moyens Généraux

Le Département est resté déterminé à poursuivre son engagement en faveur d'une politique dynamique et une stratégie éco-responsable dans les domaines suivants :

- l'anticipation et la gestion des priorités;
- l'évolution importante que connaissent les métiers de la DMG, grâce notamment aux nouvelles technologies et à l'Internet ;
- le respect de la réglementation en constante évolution ;
- le développement durable.

FAITS MARQUANTS

- un nouveau marché de prestations de nettoyage services par des prestataires extérieurs a été mis en oeuvre pour remplacer celui de 2009 qui arrivait à échéance.
- le nouveau prestataire a repris l'ensemble des 120 chantiers de nettoyage se conformant à toutes les procédures internes sous l'impulsion de la démarche qualité et ses certifications ISO 9001 qualité, 14001 environnementales, 18 001 sécurité et 26 000 développement durable ;
- les équipes des Ateliers départementaux ont été fortement mobilisées pour la réalisation des travaux de reconstruction du bâtiment au Lac d'ALFELD ;
- les ateliers ont également réalisé différents mobiliers, placards et équipements divers pour les services de l'administration départementale ;
- les services sont intervenus près de 1 000 fois en 2012, pour des dépannages divers.

■ Patrimoine et Droit des Sols

FAITS MARQUANTS

- le "Référentiel Patrimoine" a entamé son évolution ;
- un nombre d'actes en nette augmentation ;
- des cessions d'immeubles désaffectés pour 104 000 € ;
- une situation juridique plus sûre pour le Parc de WESSERLING ;
- des renégociations à l'occasion de renouvellements de baux ;
- une recette exceptionnelle de loyers : transfert de la gendarmerie de HOHROD à Habitats de Haute-Alsace ;
- la situation des assurances sous contrôle.



■ Systèmes d'Information

2012 fut marquée par la migration des boîtes aux lettres de messagerie de la Collectivité (soit 2 060 adresses email) vers une solution dite « d'informatique en nuage » ou « cloud », l'informatisation du FSL (Fonds de Solidarité pour le Logement) et de la gestion des Archives Départementales, ainsi que la mise en ligne d'une plateforme de dématérialisation des marchés publics commune avec cinq autres grandes collectivités Alsaciennes (Région Alsace et Département du Bas-Rhin notamment).



chiffres CLÉS

Le parc des équipements en production gérés par la Direction des Systèmes d'Information s'élève fin 2012 à :

2 089 postes de travail
(dont 309 portables) ;

697 périphériques ;

114 serveurs (dont 81 serveurs virtuels) ;

69 autocommutateurs ;

2 149 postes téléphoniques fixes et
429 téléphones mobiles, l'ensemble est réparti sur **98** sites différents ;

La DSI gère également un parc applicatif de **351** logiciels.



Direction Générale des Services

■ Communication Externe



Depuis la rentrée 2012, le réseau de bus interurbains est aux couleurs de la Haute-Alsace.

Accompagner le changement

L'accompagnement de la réforme des collectivités et du projet de création du Conseil d'Alsace a été l'un des grands dossiers de l'année 2012. Cette démarche a donné lieu à la production de nombreux documents, à l'organisation de réunions avec les habitants, les élus, les socio-professionnels.

La Direction de la communication s'est aussi investie pour la promotion des actions départementales comme les actions éducatives "Un fruit, un légume, une saison", le sport (Rallye de France-Alsace, Tour Alsace, etc.), l'environnement (Haut-Rhin Propre, les Arbres de la Sainte-Catherine, etc.) ou encore la solidarité (inauguration d'EHPAD, protection de l'enfance, etc.).

En termes organisationnels, la Direction a renforcé sa communication numérique et continué de développer des outils en ligne. En complément des outils déjà existants (plateforme collaborative, salle de presse virtuelle, panorama de presse, etc.), une photothèque en ligne a été développée.

Une nouvelle charte graphique a également été mise en place sur les documents de la Collectivité pour homogénéiser et améliorer l'identification visuelle. Elle trouve son prolongement dans la nouvelle identité visuelle du réseau de bus interurbains.



Budget total de **1 000 000 €** ;

10 métiers : chargé de communication, chargé de développement, chargé de veille médias, attaché de presse, web journaliste, directeur artistique, photographe, comptable, assistante de direction, directeur de communication ;

4 numéros de Haut-Rhin Magazine ;

1 360 000 exemplaires de Haut-Rhin magazine distribués ;

300 dossiers et communiqués de presse produits ;

550 actions presse produites ou co-produites ;

1 550 visiteurs quotidiens sur le site internet ;

10 000 articles mis en ligne sur le panorama de presse ;

120 éléments de production graphique gérés ou suivis par la Direction ;

540 articles publiés sur la salle de presse.

Action Internationale, Transfrontalière et Européenne



Coopération Transfrontalière

Le Département a participé à la gouvernance du Rhin Supérieur à travers la Conférence du Rhin Supérieur, le Conseil Rhénan et la Région Métropolitaine Trinationale (RMT) du Rhin Supérieur.

Dans le cadre du programme INTERREG IV-A Rhin Supérieur et du Fonds Départemental de Soutien aux Initiatives Transfrontalières, le Conseil Général a soutenu des projets transfrontaliers (jeunesse, culture, sport et tourisme) menés par des acteurs haut-rhinois. Il porte le projet INTERREG « Système d'Information Géographique du Rhin Supérieur » de 2011 à 2014.

La coopération a été poursuivie avec le Landkreis Breisgau Hochschwarzwald (environnement, routes et transports, mise en place d'un fond microprojets, etc.) et la République et Canton du Jura (tourisme, pistes cyclables, etc.).

chiffre
CLÉ

166 208 € en faveur de la coopération transfrontalière.

Action Européenne

Le Département a bénéficié de cofinancements européens pour des projets locaux (Fonds Européen de Développement Régional et Fonds Social Européen) et pour un projet sur le cyclotourisme de longue distance (programme INTERREG). Le Conseil Général a co-organisé avec la Ville de Mulhouse et le Réseau Express Jeunes un séminaire européen qui a rassemblé plus d'une cinquantaine de jeunes issus de 5 pays.

Le Conseil Général et le Powiat de Wroclaw (Pologne) ont poursuivi leur coopération : échanges d'expériences en matière de gestion des déchets et de développement touristique, accueil de jeunes polonais à l'Ecomusée pour un séjour autour de l'environnement, participation d'une délégation polonaise au Marché de Noël d'Ensisheim, soutien à un projet culturel mené par une association haut-rhinoise.

chiffres
CLÉS

85 833 € pour le suivi des politiques européennes ;
18 813 € pour la coopération avec le Powiat de Wroclaw.

Coopération Internationale

Le partenariat, initié en 2006 avec le Cercle de Yanfolila au Mali, s'est poursuivi en 2012 malgré le contexte difficile dans ce pays. Des élus du Cercle et des techniciens ont été formés et 3 établissements scolaires réhabilités et dotés en matériel didactique.

L'accueil d'une délégation namibienne a permis de relancer le partenariat, notamment les projets d'électrification de chambres froides pour la conservation d'aliments et de raccordement électrique dans la région d'Omusati.

chiffre
CLÉ

62 680 € affectés à la coopération internationale.

Qualité

Bilan :

Maintien du niveau de qualité obtenu sur les 11 activités certifiées avec le renouvellement des certificats ISO 9001 en juin 2012.

- élargissement des périmètres visant la finalité des missions, pour chacune des activités ;
- confirmation de l'orientation « développement durable » avec le renouvellement en août 2012 de notre certification FSC.

chiffres
CLÉS

11 périmètres certifiés dont les agréments en vue d'adoption, la gestion des marchés publics et des demandes de subventions ;

plus de 350 agents directement impliqués dans un périmètre ;
évaluations internes : 24 audits réalisés par 16 auditeurs qualifiés.

Pour l'accueil :

775 225 appels reçus en 2012 (constant sur 2011) efficacité décrochage : 83 % ;
un standard efficace à 96 % (près de 39 000 appels) ;

64 300 visiteurs dans les 12 Espaces Solidarité (près de 10 000 de plus qu'en 2011!) avec un maintien de la qualité de l'accueil : 87 % des rendez-vous donnés sous 15 jours.

■ Contrôle de Gestion

Outre ses missions habituelles de soutien, la Mission Contrôle de Gestion et Organisation a réalisé 2 évaluations approfondies d'organismes de statut privé. En fin d'année 2012, le recrutement d'une nouvelle collaboratrice a permis de créer une activité supplémentaire : l'évaluation de tout ou partie d'une politique ainsi que de tout ou partie des résultats d'une action réalisée par des tiers.

■ Ressources Humaines et Communication Interne



L'activité de la Direction des Ressources Humaines et de la Communication Interne s'est concentrée autour de l'amélioration de la qualité de ses prestations et du développement des outils au service d'un meilleur partage de la fonction RH. Parmi les faits marquants de l'année, on peut relever le développement de la culture managériale, à travers la réalisation d'une charte du manager et l'expérimentation d'une démarche de contractualisation par objectifs, l'élaboration d'un nouveau dispositif de protection sociale complémentaire, la dématérialisation de la gestion des congés et absences. Le dialogue social et les actions en matière d'hygiène et sécurité ont figuré également parmi les priorités de la Direction. Enfin, les supports de communication interne ont été renouvelés et de nouveaux vecteurs ont été créés.



Un budget de **93,2 M€**

2 482 collaborateurs

8 741 jours de formation dispensés

77,5 % des agents formés

68 postes pourvus en interne

66 postes pourvus par recrutement externe

161 stagiaires accueillis sur l'année scolaire 2011-2012

Focus : "La Collectivité territoriale d'Alsace" :

le 1^{er} décembre 2011, par la réunion commune des élus du Conseil Général du Haut-Rhin, du Conseil Général du Bas-Rhin et du Conseil Régional, s'est tenu le 1^{er} Congrès d'Alsace.

À cette occasion, une résolution a été adoptée approuvant le principe de la fusion des trois institutions alsaciennes et la constitution d'un groupe projet chargé de faire des propositions pour la mise en œuvre de la Nouvelle Collectivité.

En séance plénière le 17 février 2012, le Conseil Général du Haut-Rhin a ensuite approuvé le rapport relatif à la nouvelle collectivité alsacienne, ses principes et ses fondements. Le groupe projet précité, rassemblant toutes les sensibilités politiques, s'est réuni de mars à octobre 2012. Les différentes auditions, orientations ainsi que les nombreux apports ont abouti à la production d'un rapport, base du projet de réforme des trois grandes collectivités départementales et régionale proposé aux Alsaciens.

Le Congrès d'Alsace s'est une nouvelle fois rassemblé en séance plénière, à Strasbourg, le 24 novembre 2012. À cette occasion, à partir du rapport issu des travaux du Groupe Projet, les élus des trois collectivités ont approuvé par une autre résolution, la création d'une Collectivité nouvelle, la « Collectivité Territoriale d'Alsace » (CTA), ses principes fondateurs comme son mode d'organisation.

À l'instar des deux autres collectivités, le Conseil Général du Haut-Rhin, lors de sa réunion publique du 25 janvier 2013, a avalisé les modalités de consultation des électeurs alsaciens.

Le résultat du référendum qui s'est déroulé le 7 avril 2013 a mis fin au processus de création de la nouvelle Collectivité, sans pour autant remettre en cause le principe d'une meilleure collaboration entre le Conseil Régional et les deux Conseils Généraux alsaciens.

Les cantons du Haut-Rhin



Contact

Conseil Général du Haut-Rhin

Direction Générale des Services

100 avenue d'Alsace - BP 20 351

68 006 Colmar CEDEX

Tél. 03 89 30 61 00

Fax 03 89 21 64 41

e-mail : direction-generale@cg68.fr

Une version plus complète
de ce rapport d'activité est disponible
sur le site internet :

www.cg68.fr

Conseil Général



Haut-Rhin